

LA CHRONIQUE

CONSTRUCTION DURABLE

ERIC DE KEULENEER
PROFESSEUR À L'ÉCOLE
DE COMMERCE SOLVAY (ULB)

Contrairement aux apparences, le développement durable peut être simple et très concret. Les immeubles en offrent un bon exemple : des immeubles durables sont construits, dans des matériaux bénéfiques pour la santé des occupants, et qui apportent une régulation thermique naturelle. Ces immeubles durent longtemps, ne doivent donc pas être régulièrement détruits et reconstruits, leur gestion produit donc peu de déchets. Malheureusement, surtout dans le domaine des bureaux, divers professionnels et intermédiaires poussent plutôt à la construction d'immeubles précaires, reconstruits tous les 20 ou 30 ans, au goût du jour, qui est souvent douteux.

Une prise en compte normale des coûts environnementaux des déchets et des chantiers — et une application correcte des règlements de chantiers — permettrait déjà d'encourager la rénovation et la construction durable. L'introduction d'une fiscalité environnementale de la construction, encourageant la régulation thermique naturelle des bâtiments et décourageant le conditionnement d'air, gros consommateur d'énergie, et les matériaux isolants potentiellement dangereux pour la santé contribuerait également à cet objectif. La vigilance de chacun,

quant à la qualité des bâtiments qu'il loue ou achète, peut aussi y contribuer.

En matière d'alimentation (et de santé, et de transports, etc.) également, il y a des pratiques plus ou moins favorables au développement durable. La surconsommation de viande et de graisses pratiquée dans nos pays n'est bonne ni pour la santé des gens ni pour la terre, épuisée par la production d'aliments pour l'élevage intensif, et polluée par le lisier. Des régimes alimentaires plus équilibrés en produits végétaux seraient bénéfiques pour tous. La réorientation des subsides agricoles européens vers une production de qualité plutôt que de quantité serait dans l'intérêt des agriculteurs et des consommateurs européens, et permettrait d'ouvrir nos marchés à des productions de qualité des pays en développement.

Ces politiques de développement durables sont favorables à l'activité économique et à l'emploi. La construction durable, l'agriculture de qualité demandent plus de main-d'œuvre que leurs alternatives précaires ou intensives, mais elles nuisent aux bénéfices de certains lobbies.

Il est donc des politiques de développement durable très simples, dans lesquelles les pays du Nord peuvent remettre en cause certains modes de vie nocifs à leur propre population, sans que le débat devienne, comme dans les sommets médiatisés, une confrontation entre le Nord et le Sud pour savoir qui doit prendre en charge la pollution des uns et la pauvreté des autres.